



# Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois  
clos le 31 décembre 2014



|  |   |
|--|---|
| Compte rendu de la direction.....                          | 1 |
| Déclaration de responsabilité de la direction.....         | 7 |
| États financiers intermédiaires résumés (non audités)..... | 8 |

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**  
**COMPTE RENDU DE LA DIRECTION**  
**POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014**

---

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, qui ont été préparés selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables aux termes des Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport de gestion et les états financiers audités de l'exercice clos le 31 mars 2014, le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2014 et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 26 février 2015, sauf indication contraire.

*Déclarations prospectives*

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

*Caractère significatif*

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans le compte rendu, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

---

**APERÇU DE L'ORGANISATION**

L'ACSTA est une société d'État mandataire chargée de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes — ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport — qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée désignée. L'ACSTA doit aussi veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées des aéroports, au moyen de données biométriques.

En plus de mener les activités découlant de son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

## **CONTEXTE OPÉRATIONNEL**

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 septembre 2014.

### **CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET TAUX DE FACTURATION DES FOURNISSEURS DE SERVICES DE CONTRÔLE**

---

Le profil de financement de fonctionnement de l'ACSTA ne tient que partiellement compte de la croissance du volume de passagers et de l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle.

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées a augmenté de 5,8 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2014 par rapport à la période correspondante de 2013. De plus, le pouvoir d'achat de l'ACSTA pour les heures de contrôle a diminué en raison des hausses annuelles des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle.

Par conséquent, l'ACSTA a constaté une augmentation du temps d'attente des passagers. L'organisation continue de collaborer avec Transports Canada pour atténuer l'incidence de cette situation sur les activités et les voyageurs.

### **CHANGEMENTS ORGANISATIONNELS**

---

Lise Patry, vice-présidente des services juridiques et secrétaire de la société, et Mario Malouin, vice-président et chef des services financiers, ont quitté l'ACSTA au cours du trimestre. Chuck Gudgeon, directeur des acquisitions et contrats, assume temporairement les fonctions de vice-président des services juridiques et secrétaire de la société et Omar Rashed, directeur des opérations financières, agit provisoirement à titre de vice-président et chef des services financiers.

## RISQUES ET INCERTITUDES

Il n'y a eu aucun changement important au profil de risque de l'ACSTA par rapport au profil présenté dans le Rapport annuel de 2014.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES ET CUMULATIVES DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état du résultat global pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2014 et le 31 décembre 2013 :

| Points saillants financiers –<br>État du résultat global                        | Trimestres clos les |                   |                  |               | Périodes de neuf mois closes les |                   |                  |               |
|---|---------------------|-------------------|------------------|---------------|----------------------------------|-------------------|------------------|---------------|
|   | 31 décembre         |                   | 31 décembre      |               | 31 décembre                      |                   | 31 décembre      |               |
|   | 2014                | 2013              | Écart en \$      | Écart en %    | 2014                             | 2013              | Écart en \$      | Écart en %    |
| (en milliers de dollars canadiens)  | (non audités)       | (non audités)     |                  |               | (non audités)                    | (non audités)     |                  |               |
| <b>Charges <sup>1</sup></b>   |                     |                   |                  |               |                                  |                   |                  |               |
| Services de contrôle et autres coûts connexes                                   | 102 658 \$          | 89 259 \$         | 13 399 \$        | 15%           | 301 131 \$                       | 259 838 \$        | 41 293           | 16%           |
| Soutien des programmes et services généraux                                     | 19 137              | 19 278            | (141)            | (1%)          | 56 701                           | 57 833            | (1 132)          | (2%)          |
| Amortissement   | 13 343              | 14 977            | (1 634)          | (11%)         | 41 397                           | 46 603            | (5 206)          | (11%)         |
| Exploitation et entretien du matériel   | 11 588              | 12 068            | (480)            | (4%)          | 35 233                           | 33 434            | 1 799            | 5%            |
| <b>Total des charges</b>  | <b>146 726 \$</b>   | <b>135 582 \$</b> | <b>11 144 \$</b> | <b>8%</b>     | <b>434 462 \$</b>                | <b>397 708 \$</b> | <b>36 754 \$</b> | <b>9%</b>     |
| <b>Total des autres charges (produits)</b>                                      | <b>(252)</b>        | <b>246</b>        | <b>(498)</b>     | <b>(202%)</b> | <b>(315)</b>                     | <b>1 215</b>      | <b>(1 530)</b>   | <b>(126%)</b> |
| <b>Performance financière avant le financement public</b>                       | <b>146 474 \$</b>   | <b>135 828 \$</b> | <b>10 646 \$</b> | <b>8%</b>     | <b>434 147 \$</b>                | <b>398 923 \$</b> | <b>35 224 \$</b> | <b>9%</b>     |
| <b>Financement public</b>   |                     |                   |                  |               |                                  |                   |                  |               |
| Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation                          | 131 687 \$          | 118 922 \$        | 12 765 \$        | 11%           | 387 249 \$                       | 345 022 \$        | 42 227 \$        | 12%           |
| Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations | 13 350              | 15 102            | (1 752)          | (12%)         | 41 611                           | 47 904            | (6 293)          | (13%)         |
| <b>Total du financement public</b>  | <b>145 037 \$</b>   | <b>134 024 \$</b> | <b>11 013 \$</b> | <b>8%</b>     | <b>428 860 \$</b>                | <b>392 926 \$</b> | <b>35 934 \$</b> | <b>9%</b>     |
| <b>Performance financière et résultat global total</b>                          | <b>(1 437) \$</b>   | <b>(1 804) \$</b> | <b>367 \$</b>    | <b>20%</b>    | <b>(5 287) \$</b>                | <b>(5 997) \$</b> | <b>710 \$</b>    | <b>12%</b>    |

<sup>1</sup> Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état du résultat global, alors qu'elles sont présentées par grandes catégories de charge dans le tableau ci-haut, conformément à la note complémentaire 11 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014.

Le tableau ci-après présente les points saillants de l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014 :

| Points saillants financiers –<br>État de la situation financière | 31 décembre       |                   | 31 mars            |             |
|--|-------------------|-------------------|--------------------|-------------|
|  | 2014              | 2014              | 2014               | 2014        |
| (en milliers de dollars canadiens)                               | (non audités)     | (non audités)     | (audités)          |             |
|  |                   | Écart en \$       | Écart en %         |             |
| <b>Total des actifs</b>  | <b>399 940 \$</b> | <b>439 601 \$</b> | <b>(39 661) \$</b> | <b>(9%)</b> |
| <b>Total des passifs</b>   | <b>414 357 \$</b> | <b>448 731 \$</b> | <b>(34 374) \$</b> | <b>(8%)</b> |

## **ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE**

La présente section décrit les principaux écarts observés dans l'état du résultat global pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

### *Services de contrôle et autres coûts connexes*

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 13 399 \$ (15 %) et de 41 293 \$ (16 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cela s'explique surtout par l'augmentation du nombre d'heures de contrôle achetées pour le programme de CNP amélioré, comme il est énoncé dans le Rapport annuel de 2014.

L'augmentation est également attribuable au nombre d'heures de contrôle plus élevé qui ont été achetées pour les points de CPE. L'ACSTA a réaffecté des fonds provenant d'autres activités de programme à l'achat d'heures de contrôle supplémentaires, qui ont aidé à réduire l'augmentation du temps d'attente des passagers aux huit aéroports les plus occupés du pays.

De plus, les augmentations contractuelles annuelles des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle ont également entraîné des coûts relatifs aux services de contrôle plus élevés.

### *Amortissement*

Le montant de l'amortissement a diminué de 1 634 \$ (11 %) et de 5 206 \$ (11 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cette diminution s'explique principalement par la révision de la durée d'utilité estimée de certain matériel de CBE au cours de l'exercice 2013-2014. Ce matériel est remplacé dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du CBE. La diminution est également due au fait que certains ordinateurs, logiciels intégrés et matériels électroniques sont devenus entièrement amortis.

### *Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation*

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 12 765 \$ (11 %) et de 42 227 \$ (12 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. L'augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des charges au titre des services de contrôle et autres coûts connexes, qui a été expliquée précédemment.

### *Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations*

Le montant de l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations a diminué de 1 752 \$ (12 %) et de 6 293 \$ (13 %), respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport aux périodes correspondantes de 2013. Cette diminution s'explique principalement par la réduction du montant de l'amortissement, qui a été expliquée précédemment.

## ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 par rapport au 31 mars 2014.

### TOTAL DES ACTIFS

Le total des actifs a diminué de 39 661 \$ (9 %) principalement en raison de la diminution des clients et autres débiteurs. Ceci s'explique surtout par la diminution des crédits parlementaires à recevoir attribuable au moment auquel les montants ont été demandés du Trésor du Canada, partiellement compensée par une augmentation des taxes de vente à recouvrer.

### TOTAL DES PASSIFS

Le total des passifs a diminué de 34 374 \$ (8 %) principalement en raison de la diminution des fournisseurs et autres créditeurs. Ceci est surtout attribuable au moment auquel les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs.

## PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU RÉSUMÉ DU PLAN D'ENTREPRISE

Les activités de l'ACSTA sont financées grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés au titre des charges d'exploitation et les charges d'exploitation comptabilisées selon les IFRS :

| Rapprochement du total des charges et des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation<br>(en milliers de dollars canadiens) | Trimestres clos les |                   | Périodes de neuf mois closes les |                   |
|---|---------------------|-------------------|----------------------------------|-------------------|
|   | 31 décembre         |                   | 31 décembre                      |                   |
|   | 2014                | 2013              | 2014                             | 2013              |
|   | (non audités)       | (non audités)     | (non audités)                    | (non audités)     |
| <b>Total des charges</b>  | 146 726             | \$ 135 582        | \$ 434 462                       | \$ 397 708        |
| <b>Produits financiers, charges financières, perte de change et revenus divers</b>  | (258)               | 120               | (517)                            | (13)              |
| <b>Charges d'exploitation sans effet sur la trésorerie</b>  |                     |                   |                                  |                   |
| Amortissement   | (13 343)            | (14 977)          | (41 397)                         | (46 603)          |
| Charge au titre des avantages du personnel <sup>1</sup>   | (1 167)             | (1 396)           | (4 311)                          | (4 731)           |
| Frais relatifs aux employés à payer <sup>2</sup>  | (333)               | (463)             | (1 163)                          | (1 434)           |
| Pièces de rechange provenant des immobilisations <sup>3</sup>   | (1)                 | -                 | (12)                             | (75)              |
| Charges au titre des avantages incitatifs à la location différés  | 63                  | 56                | 187                              | 170               |
| <b>Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation</b>   | <b>131 687</b>      | <b>\$ 118 922</b> | <b>\$ 387 249</b>                | <b>\$ 345 022</b> |
| <b>Autres éléments affectant le financement</b>   |                     |                   |                                  |                   |
| Variation nette des charges payées d'avance et des stocks <sup>5</sup>  | (626)               | (1 888)           | (3 591)                          | (3 081)           |
| <b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation</b>  | <b>131 061</b>      | <b>\$ 117 034</b> | <b>\$ 383 658</b>                | <b>\$ 341 941</b> |

<sup>1</sup> Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état du résultat global conformément aux IFRS. Aux termes de la *Directive sur l'utilisation du Trésor pour les sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, l'ACSTA est autorisée à prélever du Trésor du Canada les fonds pour répondre à ses besoins financiers à court terme. Le montant à prélever est déterminé en fonction d'une évaluation de la solvabilité et d'une évaluation axée sur la poursuite des activités des régimes de retraite, qui sont exécutées par les actuaires de l'organisation, conformément à la *Loi sur les normes de prestation de pension*. Le montant prélevé au titre des avantages du personnel n'est pas nécessairement égal à la charge correspondante qui doit être comptabilisée selon les IFRS, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>2</sup> Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances constituées au 31 décembre 2014. Ces frais sont financés avec les crédits parlementaires à la fin de l'exercice, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>3</sup> Les pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés en tant que pièces de rechange et passés en charges au cours de l'exercice considéré, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>4</sup> Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet de trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer et l'utilisation gratuite de parties communes. Les frais de location sont financés avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui crée un élément de rapprochement.

<sup>5</sup> Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits lors de leur achat, ce qui crée un élément de rapprochement.

Le tableau ci-après présente un rapprochement entre les crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations et les acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

| Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations<br>(en milliers de dollars canadiens) | Trimestres clos les 31 décembre |                      | Périodes de neuf mois closes les 31 décembre |                      |
|--|---------------------------------|----------------------|--|----------------------|
|  | 2014<br>(non audité)            | 2013<br>(non audité) | 2014<br>(non audité)                         | 2013<br>(non audité) |
| Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs   | 19 233 \$                       | 19 676 \$            | 41 109 \$                                    | 31 144 \$            |
| Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs   | 2 464                           | 788                  | 2 840  | 2 158                |
| <b>Total des acquisitions d'immobilisations</b>  | <b>21 697 \$</b>                | <b>20 464 \$</b>     | <b>43 949 \$</b>                             | <b>33 302 \$</b>     |
| Produits de la sortie d'immobilisations  | -                               | -                    | (23)   | (16)                 |
| <b>Total des crédits parlementaires utilisés pour les immobilisations</b>  | <b>21 697 \$</b>                | <b>20 464 \$</b>     | <b>43 926 \$</b>                             | <b>33 286 \$</b>     |

## CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS PAR RAPPORT AU RÉSUMÉ DU PLAN D'ENTREPRISE

Le montant des crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2014 est conforme à ce qui était prévu dans le budget de fonctionnement du Résumé du plan d'entreprise approuvé de 2014-2015.

Les crédits parlementaires utilisés pour financer les dépenses en immobilisations pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014 représentent environ 37 % du budget d'investissement annuel approuvé du Résumé du plan d'entreprise 2014-2015, ce qui est inférieur à ce qui était prévu. Cela est principalement dû aux retards accusés dans les dépenses en immobilisations associées à la gestion du cycle de vie des systèmes de CBE à certains aéroports en raison des modifications des plans de projets des aéroports, indépendantes de la volonté de l'ACSTA.

L'ACSTA est en voie d'atteindre les buts opérationnels, les objectifs et les résultats financiers pour l'exercice en cours tels que décrits dans le Résumé du plan d'entreprise approuvé de 2014-2015, considération faite des délais susmentionnés.

## DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



---

Angus Watt  
Président et chef de la direction  
Ottawa, Canada

26 février 2015



---

Omar S. Rashed, CPA, CA  
Vice-président et chef des services  
financiers par intérim  
Ottawa, Canada

26 février 2015



États financiers intermédiaires résumés

# **ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN**

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013

(non audités)

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

|   | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014 |
|---|---------------------|-----------------|
| <b>Actif</b>  |                     |                 |
| Actifs courants   |                     |                 |
| Trésorerie  | 7 968 \$            | 6 191 \$        |
| Clients et autres débiteurs (note 4)                                    | 75 247              | 112 640         |
| Stocks (note 5)   | 15 066              | 17 065          |
| Charges payées d'avance   | 1 296               | 2 888           |
|   | 99 577              | 138 784         |
| Actifs non courants   |                     |                 |
| Avantages du personnel (note 10)  | 5 251               | 8 020           |
| Immobilisations corporelles (note 6)                                    | 292 833             | 288 040         |
| Immobilisations incorporelles (note 7)                                  | 2 279               | 4 757           |
|   | 300 363             | 300 817         |
|   | 399 940 \$          | 439 601 \$      |
| <b>Passif et capitaux propres</b>                                       |                     |                 |
| Passifs courants  |                     |                 |
| Fournisseurs et autres créditeurs                                       | 84 043 \$           | 118 831 \$      |
| Provisions (note 8)   | 335                 | -               |
| Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 9)      | 16 362              | 19 953          |
|   | 100 740             | 138 784         |
| Passifs non courants  |                     |                 |
| Avantages incitatifs à la location différés                             | 866                 | 1 053           |
| Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 9) | 295 112             | 292 797         |
| Avantages du personnel (note 10)  | 17 639              | 16 097          |
|   | 313 617             | 309 947         |
| Capitaux propres  |                     |                 |
| Déficit accumulé  | (14 417)            | (9 130)         |
|   | 399 940 \$          | 439 601 \$      |

Engagements (note 13) et passifs éventuels (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

|  | Trimestres clos les |                   | Périodes de neuf mois  |                   |
|--|---------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
|  | 31 décembre         |                   | closes les 31 décembre |                   |
|  | 2014                | 2013              | 2014                   | 2013              |
| <b>Charges</b>   |                     |                   |                        |                   |
| Contrôle préembarquement   | 80 656 \$           | 76 311 \$         | 240 311 \$             | 232 114 \$        |
| Contrôle des bagages enregistrés   | 35 212              | 34 701            | 106 619                | 103 310           |
| Contrôle des non-passagers   | 19 026              | 11 939            | 52 591                 | 23 332            |
| Services généraux  | 11 092              | 11 830            | 32 486                 | 36 391            |
| Programme de carte d'identité pour les zones réglementées                                | 740                 | 801               | 2 455                  | 2 561             |
| <b>Total des charges (note 11)</b>   | <b>146 726</b>      | <b>135 582</b>    | <b>434 462</b>         | <b>397 708</b>    |
| <b>Autres charges (produits)</b>   |                     |                   |                        |                   |
| Perte de change  | 226                 | 253               | 216                    | 342               |
| Radiation d'immobilisations incorporelles (note 7)                                       | -                   | -                 | 148                    | 521               |
| Perte sur immobilisations corporelles  | 6                   | 125               | 54                     | 705               |
| Charges financières  | -                   | 1                 | 1                      | 2                 |
| Revenus divers   | (384)               | -                 | (384)                  | -                 |
| Produits financiers  | (100)               | (133)             | (350)                  | (355)             |
| <b>Total des autres charges (produits)</b>   | <b>(252)</b>        | <b>246</b>        | <b>(315)</b>           | <b>1 215</b>      |
| <b>Performance financière avant le financement public</b>                                | <b>146 474</b>      | <b>135 828</b>    | <b>434 147</b>         | <b>398 923</b>    |
| <b>Financement public</b>  |                     |                   |                        |                   |
| Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 9)                          | 131 687             | 118 922           | 387 249                | 345 022           |
| Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 9) | 13 350              | 15 102            | 41 611                 | 47 904            |
| <b>Total du financement public</b>   | <b>145 037</b>      | <b>134 024</b>    | <b>428 860</b>         | <b>392 926</b>    |
| <b>Performance financière et résultat global total</b>                                   | <b>(1 437) \$</b>   | <b>(1 804) \$</b> | <b>(5 287) \$</b>      | <b>(5 997) \$</b> |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

---

**Pour les trimestres clos le 31 décembre :**

|   | Déficit<br>accumulé |
|---|---------------------|
| Solde au 30 septembre 2013  | (22 665) \$         |
| Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé<br>ultérieurement dans la performance financière | (1 804)             |
| <b>Solde au 31 décembre 2013</b>  | <b>(24 469) \$</b>  |
| Solde au 30 septembre 2014  | (12 980) \$         |
| Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé<br>ultérieurement dans la performance financière | (1 437)             |
| <b>Solde au 31 décembre 2014</b>  | <b>(14 417) \$</b>  |

---

**Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre:**

|   | Déficit<br>accumulé |
|---|---------------------|
| Solde au 31 mars 2013   | (18 472) \$         |
| Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé<br>ultérieurement dans la performance financière | (5 997)             |
| <b>Solde au 31 décembre 2013</b>  | <b>(24 469) \$</b>  |
| Solde au 31 mars 2014   | (9 130) \$          |
| Performance financière et résultat global total qui ne sera pas reclassé<br>ultérieurement dans la performance financière | (5 287)             |
| <b>Solde au 31 décembre 2014</b>  | <b>(14 417) \$</b>  |

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie  
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

|  | Trimestres clos les |            | Périodes de neuf mois  |            |
|--|---------------------|------------|------------------------|------------|
|  | 31 décembre         |            | closes les 31 décembre |            |
|  | 2014                | 2013       | 2014                   | 2013       |
| Flux de trésorerie liés aux :  |                     |            |                        |            |
| Activités d'exploitation   |                     |            |                        |            |
| Performance financière   | (1 437) \$          | (1 804) \$ | (5 287) \$             | (5 997) \$ |
| Éléments sans effet de trésorerie  |                     |            |                        |            |
| Amortissement d'immobilisations corporelles (note 11)                                    | 12 599              | 13 941     | 38 969                 | 42 951     |
| Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel                           | 1 167               | 1 396      | 4 311                  | 4 731      |
| Amortissement d'immobilisations incorporelles (note 11)                                  | 744                 | 1 036      | 2 428                  | 3 652      |
| Radiation d'immobilisations corporelles (note 7)   | -                   | -          | 148                    | 521        |
| Perte sur immobilisations corporelles  | 6                   | 125        | 54                     | 705        |
| Autres transactions sans effet de trésorerie   | 1                   | -          | 12                     | 25         |
| Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 9) | (13 350)            | (15 102)   | (41 611)               | (47 904)   |
| Diminution des avantages incitatifs à la location différés                               | (63)                | (56)       | (187)                  | (170)      |
| Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement (note 14)               | (17 735)            | (1 807)    | (7 811)                | 3 169      |
|  | (18 068)            | (2 271)    | (8 974)                | 1 683      |
| Activités d'investissement   |                     |            |                        |            |
| Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations                       | 30 000              | 11 000     | 82 239                 | 27 398     |
| Acquisition d'immobilisations corporelles  | (8 028)             | (7 899)    | (71 390)               | (24 877)   |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles  | (65)                | (594)      | (98)                   | (1 315)    |
|  | 21 907              | 2 507      | 10 751                 | 1 206      |
| Augmentation de la trésorerie  | 3 839               | 236        | 1 777                  | 2 889      |
| Trésorerie à l'ouverture de la période   | 4 129               | 11 729     | 6 191                  | 9 076      |
| Trésorerie à la clôture de la période  | 7 968 \$            | 11 965 \$  | 7 968 \$               | 11 965 \$  |

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 1. L'Administration, son mandat et ses programmes

L'ACSTA a été établie en vertu de la *Loi sur l'ACSTA*, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2002. L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada.

Le mandat de l'ACSTA consiste à effectuer le contrôle efficient et efficace des personnes, ainsi que des biens en leur possession ou sous leur garde, ou des effets personnels ou bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport, accédant, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée. L'ACSTA est aussi chargée de veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et d'exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que la ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'elle détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs.

À cette fin, l'ACSTA fournit des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

1. CPE – le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
2. CBE – le contrôle des bagages enregistrés;
3. CNP – le contrôle aléatoire des non-passagers;
4. Programme de CIZR – la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées des aéroports, au moyen de données biométriques.

En plus de ses activités obligatoires, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme a été conçu de manière à contrôler des quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

L'ACSTA n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéficiaires aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). Elle est cependant assujettie aux dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada), qui régit la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente harmonisée (TVH). L'ACSTA est également assujettie à toutes les taxes de vente provinciales (TVP) applicables par les provinces et les territoires dans lesquels elle mène ses activités.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 2. Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, qui a été publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (Norme du SCT). Ces états n'ont pas été audités ni examinés par les auditeurs externes de l'ACSTA.

Selon la Norme du SCT, les états financiers intermédiaires doivent être établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation servant à la préparation des états financiers annuels audités. Par conséquent, les états financiers intermédiaires ont été établis selon les normes de comptabilisation et d'évaluation applicables en vertu des IFRS. Les états financiers intermédiaires ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers trimestriels et annuels. Ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités les plus récents et le compte rendu de la direction qui fait partie du Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014.

## 3. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2014, sauf pour l'adoption des nouvelles normes en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, qui est décrite à la note 3 q) des états financiers annuels audités.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 4. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

|                        | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014 |
|------------------------|---------------------|-----------------|
| Crédits parlementaires | 56 584 \$           | 96 677 \$       |
| TPS et TVH à recouvrer | 17 524              | 14 146          |
| TVP à recouvrer        | 952                 | 1 741           |
| Autres                 | 187                 | 76              |
|                        | 75 247 \$           | 112 640 \$      |

## 5. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

|                    | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014 |
|--------------------|---------------------|-----------------|
| Pièces de rechange | 14 526 \$           | 15 381 \$       |
| CIZR               | 412                 | 224             |
| Uniformes          | 128                 | 1 460           |
|                    | 15 066 \$           | 17 065 \$       |



# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 6. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

|                             | Matériel<br>de CPE | Matériel<br>de CBE | Matériel<br>de CNP | Matériel<br>pour<br>l'utilisa-<br>tion de<br>la CIZR | Ordinateurs,<br>logiciels<br>intégrés et<br>matériel<br>électronique | Mobilier<br>et<br>matériel<br>de<br>bureau | Améliorations<br>locatives | Travaux<br>en<br>cours | Total      |
|-----------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--|--|--|----------------------------|------------------------|------------|
| <b>Coût</b>                 |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| Solde au                    |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| 31 mars 2014                | 121 416            | \$ 653 491         | \$ 5 183           | \$ 4 538   | \$ 23 444  | \$ 95                                      | 10 119                     | \$ 75 344              | \$ 893 630 |
| Entrées                     | 342                | 1 964              | 266                | -  | 1 064  | -  | -                          | 40 215                 | 43 851     |
| Sorties                     | (1 160)            | (6 911)            | -                  | -  | -  | -  | -                          | -                      | (8 071)    |
| Radiations                  | (132)              | (385)              | -                  | (177)  | (36)   | -  | (7)                        | -                      | (737)      |
| Reclassements               | 4 998              | 12 510             | 1 717              | 16   | 145  | -  | -                          | (19 386)               | -          |
| Solde au                    |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| 31 décembre 2014            | 125 464            | \$ 660 669         | \$ 7 166           | \$ 4 377   | \$ 24 617  | \$ 95                                      | 10 112                     | \$ 96 173              | \$ 928 673 |
| <b>Amortissement cumulé</b> |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| Solde au                    |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| 31 mars 2014                | 63 353             | \$ 506 994         | \$ 2 841           | \$ 3 270   | \$ 19 976  | \$ 95                                      | 9 061                      | \$ -                   | \$ 605 590 |
| Amortissement               | 7 002              | 29 839             | 383                | 490  | 975  | -  | 280                        | -                      | 38 969     |
| Sorties                     | (1 145)            | (6 879)            | -                  | -  | -  | -  | -                          | -                      | (8 024)    |
| Radiations                  | (131)              | (371)              | -                  | (169)  | (17)   | -  | (7)                        | -                      | (695)      |
| Solde au                    |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| 31 décembre 2014            | 69 079             | \$ 529 583         | \$ 3 224           | \$ 3 591   | \$ 20 934  | \$ 95                                      | 9 334                      | \$ -                   | \$ 635 840 |
| <b>Valeurs comptables</b>   |                    |                    |                    |  |  |  |                            |                        |            |
| Au 31 mars 2014             | 58 063             | \$ 146 497         | \$ 2 342           | \$ 1 268   | \$ 3 468   | \$ -                                       | 1 058                      | \$ 75 344              | \$ 288 040 |
| Au 31 décembre 2014         | 56 385             | \$ 131 086         | \$ 3 942           | \$ 786   | \$ 3 683   | \$ -                                       | 778                        | \$ 96 173              | \$ 292 833 |

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 7. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

|                                  | Logiciels<br>acquis à<br>l'extérieur | Logiciels<br>développés<br>en interne | En<br>développement | Total            |
|----------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|------------------|
| <b>Coût</b>                      |                                      |                                       |                     |                  |
| Solde au 31 mars 2014            | 4 188 \$                             | 18 186 \$                             | 64 \$               | 22 438 \$        |
| Entrées                          | -                                    | 39                                    | 59                  | 98               |
| Radiations                       | (417)                                | (224)                                 | -                   | (641)            |
| Reclassements                    | -                                    | 64                                    | (64)                | -                |
| <b>Solde au 31 décembre 2014</b> | <b>3 771 \$</b>                      | <b>18 065 \$</b>                      | <b>59 \$</b>        | <b>21 895 \$</b> |
| <b>Amortissement cumulé</b>      |                                      |                                       |                     |                  |
| Solde au 31 mars 2014            | 2 872 \$                             | 14 809 \$                             | - \$                | 17 681 \$        |
| Amortissement                    | 494                                  | 1 934                                 | -                   | 2 428            |
| Radiations                       | (417)                                | (76)                                  | -                   | (493)            |
| <b>Solde au 31 décembre 2014</b> | <b>2 949 \$</b>                      | <b>16 667 \$</b>                      | <b>- \$</b>         | <b>19 616 \$</b> |
| <b>Valeurs comptables</b>        |                                      |                                       |                     |                  |
| Au 31 mars 2014                  | 1 316 \$                             | 3 377 \$                              | 64 \$               | 4 757 \$         |
| Au 31 décembre 2014              | 822 \$                               | 1 398 \$                              | 59 \$               | 2 279 \$         |

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

## 8. Provisions

La direction comptabilise une provision pour litiges l'opposant à divers tiers demandant le paiement de contreparties monétaires. La provision comptabilisée au 31 décembre 2014 a été établie par la direction compte tenu d'évaluations juridiques, des renseignements disponibles actuellement et d'autres recours. Le montant a été classé comme courant et les flux de trésorerie futurs prévus n'ont pas été actualisés puisque la période des sorties de trésorerie associée aux litiges n'a pas pu être raisonnablement déterminée.

Le rapprochement de la provision pour litiges se présente comme suit :

---

|  | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014 |
|--|---------------------|-----------------|
| Solde à l'ouverture de la période        | - \$                | - \$            |
| Provision établie au cours de l'exercice | 335                 | -               |
| Solde à la clôture de la période         | 335 \$              | - \$            |

---

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 9. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

|  | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014   |
|--|---------------------|-------------------|
| <b>Financement public différé lié aux charges d'exploitation</b>                                   |                     |                   |
| Solde à l'ouverture de la période  | 19 953 \$           | 20 442 \$         |
| Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation                     | 383 658             | 475 438           |
| Financement public comptabilisé en tant que crédits parlementaires pour les charges d'exploitation | (387 249)           | (475 927)         |
| Solde à la clôture de la période   | 16 362 \$           | 19 953 \$         |
| <b>Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations</b>                              |                     |                   |
| Solde à l'ouverture de la période  | 292 797 \$          | 274 523 \$        |
| Crédits parlementaires utilisés pour le financement des immobilisations                            | 43 926              | 81 239            |
| Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations                    | (41 611)            | (62 965)          |
| Solde à la clôture de la période   | 295 112 \$          | 292 797 \$        |
| <b>Total du financement public différé à la clôture de la période</b>                              | <b>311 474 \$</b>   | <b>312 750 \$</b> |

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 10. Avantages du personnel

Sur une base trimestrielle, l'actif ou passif net de l'ACSTA pour la composante prestations définies du régime de retraite enregistré (RRE), le régime de retraite supplémentaire (RRS) et l'autre régime à prestations définies (ARPD) est mis à jour pour la différence entre le coût net estimatif des avantages, tel que déterminé lors de la plus récente évaluation actuarielle annuelle, et les cotisations de l'employeur aux régimes. L'actif ou passif net n'est mise à jour pour d'importantes variations du marché qu'à la fin de chaque exercice financier, avec l'aide de l'actuaire des régimes.

Le tableau ci-après présente les charges et les cotisations relatives à ces régimes pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

|                    | Trimestres clos les<br>31 décembre |                 | Périodes de neuf mois<br>closes les 31 décembre |                 |
|--------------------|------------------------------------|-----------------|---|-----------------|
|                    | 2014                               | 2013            | 2014  | 2013            |
| <b>Charges</b>     |                                    |                 |   |                 |
| RRE                | 2 122 \$                           | 2 375 \$        | 6 367 \$  | 7 125 \$        |
| RRS                | 39                                 | 54              | 115   | 164             |
| ARPD               | 558                                | 622             | 1 673   | 1 866           |
|                    | <b>2 719 \$</b>                    | <b>3 051 \$</b> | <b>8 155 \$</b>                                 | <b>9 155 \$</b> |
| <b>Cotisations</b> |                                    |                 |   |                 |
| RRE                | 1 496 \$                           | 1 618 \$        | 3 700 \$  | 4 319 \$        |
| RRS                | 12                                 | 4               | 13  | 4               |
| ARPD               | 44                                 | 33              | 131   | 101             |
|                    | <b>1 552 \$</b>                    | <b>1 655 \$</b> | <b>3 844 \$</b>                                 | <b>4 424 \$</b> |

Le coût des services rendus au cours de la période et l'obligation au titre des prestations constituées de ces régimes sont déterminés par un actuaire à tous les ans. Les hypothèses significatives appliquées pour déterminer les obligations de l'ACSTA sont décrites à la note 10 des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2014.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 15 \$ (11 \$ en 2013) et 43 \$ (14 \$ en 2013), respectivement, relativement à la composante cotisations définies du RRE.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 11. Charges

L'état du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre selon leur nature :

|   | Trimestres clos les |            | Périodes de neuf mois  |            |
|---|---------------------|------------|------------------------|------------|
|   | 31 décembre         |            | closes les 31 décembre |            |
|   | 2014                | 2013       | 2014                   | 2013       |
| <b>Services de contrôle et autres coûts connexes</b>              |                     |            |                        |            |
| Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle         | 101 300 \$          | 87 734 \$  | 296 546 \$             | 255 590 \$ |
| Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle                   | 913                 | 1 112      | 3 159                  | 2 993      |
| Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables | 445                 | 413        | 1 426                  | 1 255      |
|   | 102 658             | 89 259     | 301 131                | 259 838    |
| <b>Soutien des programmes et services généraux</b>                |                     |            |                        |            |
| Frais relatifs aux employés                                       | 13 757              | 14 389     | 42 383                 | 43 406     |
| Contrats de location simple                                       | 1 541               | 1 538      | 4 391                  | 4 605      |
| Frais de bureau et frais informatiques                            | 1 236               | 1 033      | 3 281                  | 2 974      |
| Autres frais  | 1 211               | 867        | 2 982                  | 2 775      |
| Services professionnels et autres coûts liés aux affaires         | 1 090               | 1 163      | 2 905                  | 3 435      |
| Communications  | 302                 | 288        | 759                    | 638        |
|   | 19 137              | 19 278     | 56 701                 | 57 833     |
| <b>Amortissement</b>  |                     |            |                        |            |
| Amortissement des immobilisations corporelles                     | 12 599              | 13 941     | 38 969                 | 42 951     |
| Amortissement des immobilisations incorporelles                   | 744                 | 1 036      | 2 428                  | 3 652      |
|   | 13 343              | 14 977     | 41 397                 | 46 603     |
| <b>Exploitation et entretien du matériel</b>                      |                     |            |                        |            |
| Entretien du matériel et pièces de rechange                       | 11 239              | 11 822     | 33 455                 | 32 436     |
| Formation et certification  | 228                 | 120        | 1 196                  | 426        |
| CIZR  | 121                 | 126        | 582                    | 572        |
|   | 11 588              | 12 068     | 35 233                 | 33 434     |
|   | 146 726 \$          | 135 582 \$ | 434 462 \$             | 397 708 \$ |

Les autres frais englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie. Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, les divers droits d'adhésion et les coûts liés aux matériels de formation.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 12. Financement public

Le tableau ci-après présente les crédits parlementaires approuvés et les montants utilisés par l'ACSTA au cours des périodes de neuf mois closes les 31 décembre :

|  | 2014              | 2013              |
|--|-------------------|-------------------|
| Crédits parlementaires approuvés pour l'exercice financier           | 676 186 \$        | 578 310 \$        |
| Crédits parlementaires reportés à des exercices futurs               | -                 | (7 566)           |
| Crédits parlementaires utilisés pour les charges d'exploitation      | (383 658)         | (341 941)         |
| Crédits parlementaires utilisés pour les dépenses en immobilisations | (43 926)          | (33 286)          |
| <b>Crédits parlementaires inutilisés</b>                             | <b>248 602 \$</b> | <b>195 517 \$</b> |

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

|   | Trimestres clos les |                   | Périodes de neuf mois  |                   |
|---|---------------------|-------------------|------------------------|-------------------|
|   | 31 décembre         |                   | closes les 31 décembre |                   |
|   | 2014                | 2013              | 2014                   | 2013              |
| Crédits parlementaires reçus et à recevoir  | 191 814 \$          | 152 363 \$        | 442 282 \$             | 381 356 \$        |
| Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes                            | (59 597)            | (34 907)          | (55 438)               | (36 287)          |
| Montants à être différés aux périodes futures   | (1 156)             | (422)             | (3 186)                | (3 128)           |
| <b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation</b> | <b>131 061 \$</b>   | <b>117 034 \$</b> | <b>383 658 \$</b>      | <b>341 941 \$</b> |

Les crédits parlementaires différés aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient supérieures aux dépenses d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront utilisés et comptabilisés en performance financière au cours du prochain trimestre.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

|  | Trimestres clos les |                  | Périodes de neuf mois  |                  |
|--|---------------------|------------------|------------------------|------------------|
|  | 31 décembre         |                  | closes les 31 décembre |                  |
|  | 2014                | 2013             | 2014                   | 2013             |
| Crédits parlementaires reçus et à recevoir                                     | 30 873 \$           | 34 006 \$        | 91 851 \$              | 51 493 \$        |
| Montants reçus et à recevoir liés aux périodes précédentes                     | (11 229)            | (5 822)          | (41 239)               | (9 398)          |
| Montants à être facturés (différés) aux périodes futures                       | 2 053               | (7 720)          | (6 686)                | (8 809)          |
| <b>Crédits parlementaires utilisés pour le financement des immobilisations</b> | <b>21 697 \$</b>    | <b>20 464 \$</b> | <b>43 926 \$</b>       | <b>33 286 \$</b> |

Les crédits parlementaires à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés au cours du prochain trimestre.

## 13. Engagements

### a) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour du matériel et des locaux à bureau. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location sont les suivants :

|                                 | 31 décembre | 31 mars  |
|---------------------------------|-------------|----------|
|                                 | 2014        | 2014     |
| 1 an au plus                    | 7 472 \$    | 7 575 \$ |
| Plus de 1 an mais 5 ans au plus | 24 768      | 25 481   |
| Plus de 5 ans                   | 14 437      | 18 042   |



# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale. Le contrat expire le 30 novembre 2017. L'option de renouvellement pour cinq années supplémentaires a été exercée au cours l'exercice précédent. Les conditions de renouvellement prévoient des avantages incitatifs à la location qui ne faisaient pas partie de l'entente originale et une option de renouvellement pour une période additionnelle de cinq ans, selon les mêmes conditions. À l'expiration de la période de prolongation, il n'y aura aucun droit de prolongation et le loyer futur sera établi en fonction des conditions du marché à cette date.

## b) Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles comprennent divers contrats pour l'acquisition de matériel, de services de contrôle et d'entretien du matériel. Ces obligations contractuelles doivent respecter les crédits autorisés et sont assorties de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de résilier, quand elle le veut, les contrats sans pénalité.

Le tableau ci-après présente les engagements minimaux au titre de ces obligations contractuelles :

|                                 | 31 décembre<br>2014 | 31 mars<br>2014 |
|---------------------------------|---------------------|-----------------|
| 1 an au plus                    | 585 481 \$          | 552 815 \$      |
| Plus de 1 an mais 5 ans au plus | 811 580             | 1 113 254       |
| Plus de 5 ans                   | 4 645               | 9 197           |

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

## 14. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

|   | Trimestres clos les |            | Périodes de neuf mois closes les 31 décembre |            |
|---|---------------------|------------|--|------------|
|   | 31 décembre 2014    | 2013       | 2014   | 2013       |
| Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs               | 132 \$              | (9 547) \$ | (920) \$                                     | (5 423) \$ |
| Diminution des stocks   | 224                 | 1 670      | 1 999  | 1 860      |
| Diminution des charges payées d'avance                                  | 402                 | 218        | 1 592  | 1 271      |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs         | (18 202)            | 7 740      | (7 226)                                      | 8 542      |
| Augmentation de la partie courante des provisions                       | 335                 | -          | 335  | -          |
| Diminution du financement public différé lié aux charges d'exploitation | (626)               | (1 888)    | (3 591)                                      | (3 081)    |
|   | (17 735) \$         | (1 807) \$ | (7 811) \$                                   | 3 169 \$   |

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014 se chiffrent à 99 \$ (131 \$ en 2013) et 349 \$ (351 \$ en 2013), respectivement.

Les charges d'intérêts payées et comptabilisées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014 se chiffrent à 0 \$ (1 \$ en 2013) et 1 \$ (2 \$ en 2013), respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 8 303 \$ (9 464 \$ en 2013) et 38 313 \$ (5 888 \$ en 2013), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 13 604 \$ (11 971 \$ en 2013) et 27 562 \$ (7 094 \$ en 2013), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

# ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés  
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013  
(en milliers de dollars canadiens)

---

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, l'ACSTA a reçu des produits hors trésorerie sous forme de notes de crédit d'un fournisseur totalisant 0 \$ (0 \$ en 2013) et 23 \$ (16 \$ en 2013), respectivement, qui sont liés à la sortie d'immobilisations corporelles. De plus, l'ACSTA a transféré des pièces de rechange des immobilisations aux stocks pour des montants de 1 \$ (50 \$ en 2013) et 12 \$ (50 \$ en 2013), respectivement.

## **15. Passifs éventuels**

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2014, le litige qui a été intenté en 2011-2012 contre l'ACSTA et d'autres défendeurs pour la réclamation de dommages-intérêts a été rejeté sans frais. En ce qui concerne l'autre litige en cours décrit à la note 17 des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2014, il n'y a eu aucun changement significatif durant le trimestre clos le 31 décembre 2014.